

# L'eau : une crise mondiale surmontable

Les pénuries d'eau sont aujourd'hui une réalité de plus en plus tangible. Mais l'eau étant à la source du développement de tout pays, c'est un investissement très rentable. De quoi espérer des solutions rapides et d'envergure.

LA  
CHRONIQUE



**L**e Fouta-Djalou, massif montagneux en Guinée, est surnommé le « château d'eau de l'Afrique de l'Ouest ». Des grands fleuves comme la Gambie, le Sénégal, le Tinkisso (affluent essentiel du Niger) et le Koliba y trouvent leur source et leur ressource, ils distribuent l'eau aux millions d'habitants de la région comme une bénédiction. Cet équilibre ancestral est aujourd'hui menacé par une surexploitation forestière. L'écrivain Erik Orsenna, qui rappelle que les civilisations naissent des grands fleuves mais les guerres aussi, est allé plaider la cause du Fouta-Djalou à la Conférence sur l'eau organisée cette semaine par les Nations unies à New York.

L'eau est en crise mondiale. Le réchauffement climatique en est la cause mais aussi, on le découvre seulement maintenant, la négligence. L'eau a toujours été là, il a toujours suffi de creuser un puits, de construire un canal, d'inventer la machine pour « la remonter » comme le roi à Versailles. Au bout des fleuves, il y a la mer, les découvertes, la richesse.

## Un bien rare

Le « développement » des pays est naturellement toujours venu d'un accès à l'eau parce qu'elle apporte l'irrigation, la force du moulin, l'hygiène mais aussi parce qu'elle libère les petites filles de la corvée du seau et leur permet d'aller à l'école : clé véritable du décollage économique et d'une salutaire révolution. L'eau s'est toujours pliée à la volonté des hommes, sans jamais rien dire, fût-elle la rebelle, toujours tentée de s'échapper par une fuite. Abondance de l'eau, man-

quait juste de l'argent pour la prendre : en 2015, l'ONU s'était fixé comme son objectif n° 6 « d'assurer l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous les habitants de la planète en 2030 ».

On découvre aujourd'hui que ce sera impossible. C'est le contraire qui survient : l'eau est en réalité un bien rare. Environ 40 % de la population mondiale connaît un manque d'eau au moins une partie de l'année et cette proportion va augmenter. La demande d'eau s'accroît de 1 % l'an, en 2030 la ressource va manquer à hauteur de 40 %.

## Eau et prospérité coulent ensemble

La crise de l'eau se range maintenant parmi les grands défis mondiaux aux côtés du climat. Mais avec une grande différence avec lui : l'organisation mondiale n'est pas là, il n'y a pas de GIEC pour l'eau, mais les solutions technologiques, sociales et financières sont disponibles.

**Environ 40 % de la population mondiale connaît un manque d'eau au moins une partie de l'année.**

**La demande d'eau s'accroît de 1 % l'an, la ressource va manquer à hauteur de 40 % en 2030.**

Surtout, quand le climat s'oppose à l'économie, au point que beaucoup sont persuadés qu'il faut renoncer à la croissance pour refroidir la planète, avec l'eau, c'est l'inverse : son arrivée est source de richesses renouvelées. L'eau est un investissement à forte rentabilité économique et sociale. Eau et prospérité coulent ensemble. En conséquence, il ne devrait pas être difficile, du moins en théorie, de résoudre la crise de l'eau.

La première solution est d'économiser l'eau. Réparer les fuites, recycler, discipliner les utilisateurs comme les agriculteurs et les ménages. Curieusement, la France, qui n'a jamais manqué d'eau avec ses quatre grands fleuves, la France qui possède des géants industriels en avance, va se trouver obligée d'inventer en 2023 un modèle d'utilisation intelligente accepté par la population. Si ce modèle se construit, il peut devenir un moyen de retrouver une aura en Afrique et ailleurs, à un moment où l'image de l'ancienne puissance colonisatrice s'est très abîmée.

## Les guerres de l'eau

La deuxième condition est de mobiliser les capitaux. « *L'eau est sous-financée* », écrivent Ambroise Fayolle et Henk Ovink (Project Syndicate, 22 mars). Ils estiment qu'il faudrait multiplier les investissements mondiaux par quatre dans les barrages, les réseaux, les usines de traitement, pour les porter à 1.000 milliards de dollars par an (1,2 % du PIB mondial). Ce n'est pas une petite somme mais, en comptabilisant mieux sa valeur, l'eau « paie » rapidement. Des mécanismes incitatifs de financement mixte, public-privé, sont à inventer : la finance mondiale hors-sol pourrait trouver là un domaine où sa créativité serait enfin utile à l'humanité.

La troisième condition est d'ordre statistique. L'eau reste, curieusement, mal connue. Sa présence, ses stocks, ses flux n'ont jamais fait l'objet d'un grand livre mondial de la connaissance scientifique. Au moment où tout va bouger, à cause du réchauffement et des sécheresses, il est plus que temps. Ces données seront indispensables pour gérer équitablement la distribution internationale et pour éviter le péril qui grossit : les guerres de l'eau. Une coopération sur les ressources transnationales est urgente, comme on le déplore dans le Fouta-Djalou, montagne guinéenne dont dépendent tous les pays alentour : Sénégal, Mali, Guinée-Bissau. ■